

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 24 AOUT 1997

N° 251

PRIX 4 FF



VAGUE

SEPARATISTE

SUR LES ILES COMORES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

**VAGUE SEPARATISTE
SUR LES ILES COMORES**

Page 5
Jospin découvre son
vrai visage

Des manifestations séparatistes ont eu lieu début août à Anjouan, une petite île (120 000 h) faisant partie de l'archipel des Comores située dans l'océan indien entre la Tanzanie et Madagascar.

Page 7
La lutte des sans-papiers de st Bernard, un an après

Les Iles Comores (quatre îles) étaient colonie française jusqu'à 1975. Trois d'entre elles forment la RFI (République fédérale islamique), la quatrième, Mayotte, ayant choisi de demeurer dans le giron métropolitain.

Page 8
Mali: Les travailleurs n'ont rien à attendre ni de Konaré ni des dirigeants de l'opposition

La fièvre sécessionniste d'Anjouan a fait tache d'huile puisque l'île voisine, Mohéli, est secouée à son tour par des convulsions similaires, bien que d'importance moindre, du moins jusqu'à ce jour.

Page 9
Sénégal: le gouvernement réprime une manifestaion à Bakel

Mais ce qui est à relever, c'est que les manifestants d'Anjouan ne réclament pas seulement leur séparation politique par rapport au pouvoir central de Moroni (Grande Comore). Ils réclament également le rattachement de leur île à la France. Le drapeau français a été brandi ça et là sur les minarets ainsi que hissé sur la demeure du gouverneur de l'île.

Page 10
Côte d'Ivoire: renaissance du FPI ou positionnement pour un éventuel poste au gouvernement

Mais il n'y avait pas que le drapeau français. A Mohéli les manifestants ont brandi à côté du drapeau français, celui jaune et noir de la reine Fatima Djoumbé, la dernière à avoir régné sur l'île avant l'annexion coloniale. Chacune de ces îles était dirigée durant des siècles par des sultans rivaux et "batailleurs" qui construisaient leur fortune sur la traite des esclaves et le commerce des épices.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

Les colonialistes français se sont appuyés tantôt sur l'un tantôt sur l'autre de ces potentats sanguinaires avant d'instaurer sur l'archipel le travail forcé et l'arbitraire colonial direct non moins féroce.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

De nombreuses personnes issues des pays anciennement colonisés sont à juste titre scandalisées de voir qu'après tant d'années d'humiliation sous le colonialisme, des peuples en viennent encore à revendiquer une sorte de retour

à ce passé déshonorant.

En réalité, derrière ce sentiment pro-français, il y a le constat que les variantes de nationalisme qui se sont succédé depuis l'indépendance se sont révélées être des impasses sanglantes. Dans ces conditions comment s'étonner que des gens ne finissent pas par lorgner du côté de Mayotte et de son statut privilégié avec les anciens colonialistes?

Aujourd'hui le gouvernement français reste prudent. Il n'est pas impossible que le drapeau français arboré sur les barricades ne soit pas davantage destiné à dissuader Moroni d'intervenir militairement à Anjouan et Mohéli afin de ne pas froisser les susceptibilités parisiennes, plutôt qu'un sentiment de nostalgie coloniale.

Le chef d'Etat comorien Mohammed Taki se dit lui-même, à l'exemple de ses semblables africains Bongo du Gabon ou Bedié de Côte d'Ivoire, un fervent ami de la France. Par ailleurs l'île de Mayotte restée attachée à la France, et bénéficiant à ce titre de quelques subsides de la métropole, n'est située qu'à une cinquantaine de km d'Anjouan. Contrairement à Anjouan ou Mohéli où les fonctionnaires n'ont pas touché leurs soldes depuis 10 mois, Mayotte avec ses banques et sa monnaie françaises, avec des fonctionnaires et une administration subventionnée par la France fait figure d'Eldorado. En 22 ans d'indépendance, des milliers de comoriens des îles voisines y affluent par des moyens de fortune au risque de périr en mer pour y trouver du travail. La crise économique frappe en effet de plein fouet les Comores. L'Ilang-Ilang (extraits de fleurs) est de moins en moins utilisé dans la composition des parfums et devient par conséquent difficilement exportable. Quant au clou de girofle et à la vanille, autres cultures d'exportation, leurs cours mondiaux

n'ont pas cessé de dégringoler.

Les Comores tout comme la majorité des pays pauvres sont pris à la gorge par les banques mondiales et le FMI qui imposent des restrictions draconiennes des budgets afin que priorité soit accordée aux remboursements des dettes internationales.

En plus de la crise liée au fonctionnement de l'économie



mondiale et au pillage impérialiste, il y a aussi le fait que le gouvernement central est complètement corrompu. Les hauts fonctionnaires ont souvent des comptes en banque en France. Ceux d'entre eux qui sont nommés à Anjouan et Mohéli n'hésitent pas à abuser de leur fonction et à se "débrouiller" de plus en plus en prélevant des prébendes sur les populations locales. Cela n'a certainement pas manqué de favoriser la montée des sentiments séparatistes à l'égard du gouvernement fédéral central.

Les nostalgiques des féodaux pré-coloniaux, les forces réactionnaires de tout acabit n'ont pas manqué d'exploiter à leur profit la situation rendue explosive.

Quelle que soit la solution: fédération plus ou moins souple ou séparation île par île voire

indépendance totale pour chacune, le système impérialiste mondial ne laisse pas d'autre avenir aux populations des pays pauvres que celui de subir les méfaits de l'exploitation capitaliste qui les enfonce dans la misère de plus en plus grande.

Madagascar est bien plus vaste et possède bien plus des richesses minières et agricoles, cela ne l'empêche pas de basculer d'année en année dans une pauvreté effroyable inconnue jusqu'à nos jours. Aucune des économies des pays pauvres n'est viable en elle-même. Le fossé entre pays riches et Tiers-monde ne cesse de se creuser. Tant que l'économie mondiale restera dominée par le capitalisme malade, avec ses banques et ses places financières qui n'ont d'autre morale que celle que leur dicte le profit immédiat réalisable par les détenteurs de capitaux, les pays pauvres principalement ceux qui souffrent de leur isolement insulaire telles que les Iles comores ne pourront pas s'en sortir.

Ces régions possèdent cependant bien des atouts: elles constituent une unité de langue et de moeurs avec la Tanzanie et le Kenya voisins. Plusieurs pays de cette région d'Afrique sont peuplés de Swahili et parlent la même langue.

A Madagascar il y a une très importante communauté comorienne, de même qu'aux Comores les populations d'origine malgache/Sakalava sont nombreuses.

Les Iles comores placées entre le continent africain et Madagascar pourraient jouer le rôle de pont indispensable, de facteur de rapprochement et d'échange entre de nombreux peuples.

Les nationalistes bourgeois qui ont pris le relais du colonialisme

partout dans les pays pauvres ont délibérément tourné le dos à une telle orientation. Ils ont tous cherché à se tailler un fief, une chasse-gardée dans laquelle les petits bourgeois nationaux pourraient s'enrichir à leur tour en tant qu'intermédiaires intéressés entre l'impérialisme et "leurs" peuples.

Eh bien cette politique a fait faillite. La juxtaposition actuelle des Etats séparés par l'océan et les frontières, incapables de se survivre autrement que par la subordination par rapport à l'impérialisme pourrait laisser la place à une entité bien plus grande, à une économie bénéficiant de ressources plus vastes, plus complémentaires que celles des Etats pris séparément.

Mais pour cela il faut une politique révolutionnaire internationaliste s'appuyant sur les aspirations des travailleurs des villes et des campagnes. Aux Comores comme ailleurs, si la société était dirigée par les travailleurs, cherchant à organiser même la faible économie qui existe en fonction des intérêts de la majorité laborieuse, bien des choses seraient possibles. Et il y aurait encore plus de possibilités dans des entités plus vastes. Mais les Comores ont beau être petits par leur surface et leur population, ils pourraient donner un exemple formidable et ce qu'ils feraient, serait plus convainquant que tous les discours et tous les écrits pour entraîner les régions voisines. En tous les cas, c'est une perspective autrement plus exaltante que brandir le drapeau d'une expuissance coloniale infâme, ce drapeau sous lequel on a massacré, pillé, et au nom duquel les gouvernements français continuent à soutenir les dictateurs locaux.

SUR LA QUESTION DE L'IMMIGRATION JOSPIN DECOUVRE SON VRAI VISAGE

Lors de la réunion des ministres du 22 juillet Jospin a déclaré qu'il renonçait à l'abrogation des lois Pasqua et Debré.

C'est sûr que cela va décevoir la majorité des travailleurs immigrés qui se sont fait trop d'illusions sur l'arrivée de la gauche au gouvernement. D'autant plus que lors des dernières élections législatives, le Parti Socialiste a fait campagne en annonçant que si la gauche gagne "nous abrogerons les lois Pasqua et Debré".

Si à l'époque le PS faisait une telle campagne électorale concernant le problème de l'immigration, c'est parce que à ce moment-là il y avait une certaine volonté de la part d'un petit nombre de travailleurs immigrés, les sans-papiers de Saint Bernard, de lutter pour l'obtention de leur carte de séjour. Ils ont su entraîner avec eux le soutien d'un petit public d'intellectuels et d'artistes français, en général de gauche, envers lesquels les dirigeants du PS étaient sensibles.

Maintenant, bien installé au gouvernement jusqu'aux prochaines élections, Jospin ne veut pas déplaire à la droite présidentielle avec laquelle il a accepté de composer sans trop se mettre sur le dos la gauche en général.

C'est pour cela que Jospin a fait faire un rapport à un spécialiste du PS sur l'immigration, Patrick Weil. Ce rapport devait servir de base de discussions parlementaires en vue de promouvoir des nouvelles lois sur l'immigration.

En le publiant ces dernières semaines, le gouvernement veut tester les réactions que cela peut susciter. D'ailleurs, le fait

marquant de ce rapport, c'est d'abord le refus d'abroger les lois Pasqua-Debré, ensuite de rechercher un "consensus" gauche-droite.

Et en même temps ce rapport met l'accent sur l'aspect de la lutte contre l'immigration "clandestine", sur le travail "au noir" et aussi, comme avec la droite, on fait l'amalgame entre l'immigration et le travail "au noir". Et pourtant le rapporteur sait fort bien que selon les statistiques, la majorité de ceux qui pratiquent le travail au "noir" ne sont pas forcément des travailleurs immigrés.

En cela c'est déjà une concession faite à cette droite anti-immigrés.

Bien sûr, ce rapport destiné à un gouvernement "de gauche" contient quelques propositions positives comme celles, entre autres, concernant le code de la nationalité en rétablissant le "droit du sol" pour les jeunes nés en France. Ce rapport propose également qu'on redonne aux maires le pouvoir de délivrer le certificat d'hébergement. Il est question aussi de "bienveillance" à l'égard des catégories d'immigrés "utiles à l'économie et au rayonnement de la France", c'est-à-dire les chercheurs, les étudiants, les artistes, les investisseurs... Quant aux travailleurs non qualifiés, "l'intérêt et l'image de la France" auraient, selon l'auteur du rapport à en souffrir de leur entrée en France.

Et maintenant il faut croire que le gouvernement a estimé que ce rapport n'a pas déclenché des réactions d'hostilité puisque Jospin reprend en grande partie le contenu de celui-ci pour préparer des projets de lois sur l'immigration.

La plupart des travailleurs

immigrés ont été contents que la droite des Pasqua et des Debré ait été désavouée aux élections et que la gauche soit revenue au gouvernement. Et il est vrai qu'il y a une différence, au moins dans le langage et parfois, dans certains comportements.

Mais on voit aujourd'hui les limites très étroites de cette différence. Jospin a promis peu avant les élections, mais même pour appliquer le peu qu'il avait promis, on ne peut pas lui faire confiance. Il avait laissé entendre avant les élections qu'il ne laissera pas Renault licencier les travailleurs de Vilvorde. Il aurait pu empêcher ces licenciements, puisque l'Etat est l'actionnaire majoritaire de l'entreprise Renault. Mais Jospin, une fois au pouvoir, ne s'en est pas servi en faveur des travailleurs menacés d'être jetés à la rue - au contraire, il a repris à son compte le point de vue de la direction de l'entreprise.

Il en va de même des lois Pasqua-Debré. Jospin aurait pu abroger ces lois, sans même que cela gêne les affaires de la grande bourgeoisie, dont le gouvernement socialiste est tout autant le serviteur que le gouvernement Juppé qui l'a précédé. Mais voilà: si pour remobiliser l'électorat de gauche, Jospin le candidat avait besoin de quelques thèmes qui plaisent à l'électorat de gauche, il ne veut pas non plus effaroucher l'électorat de droite. Il a en somme la même attitude vis-à-vis de la droite parlementaire, que cette dernière vis à vis de l'extrême-droite. Les Pasqua, les Debré prétendent que la meilleure façon de faire barrage à l'accroissement de l'influence électorale de Le Pen...est de reprendre, en grande partie, les stupidités anti-immigrés de ce dernier. Pour Jospin et compagnie, la meilleure façon d'attirer une

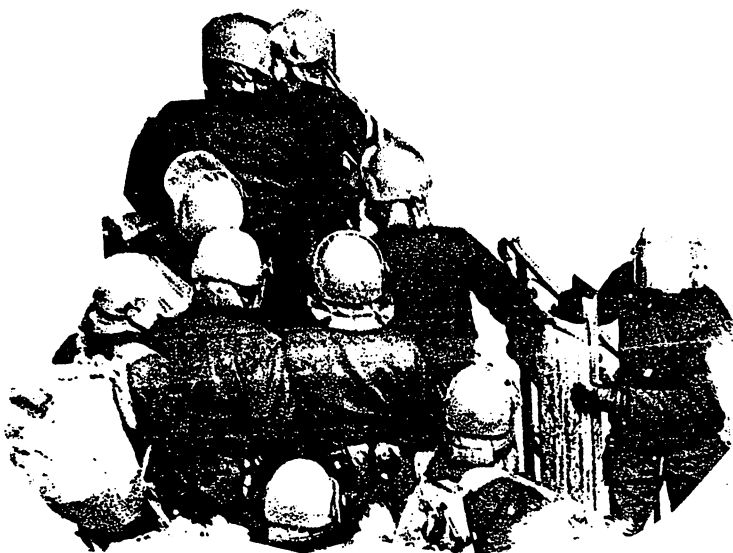
fraction de l'électorat de droite vers le PS, est de reprendre au compte du gouvernement socialiste certains des thèmes démagogiques de la droite. Oh, les socialistes ne se disent pas contre les immigrés...mais contre les clandestins. Mais dans le contexte actuel où l'extrême-droite et la droite ne font pas la différence, partir en guerre contre les clandestins, c'est participer à la démagogie anti-immigrés.

Alors, travailleurs immigrés, nous n'avons pas plus de raison de faire confiance au gouvernement de gauche qu'à celui de la droite même pour défendre les quelques droits élémentaires qui nous sont dus. Sommes-nous pour autant condamnés à l'impuissance? Il faut bien dire que nos combats risquent d'être des combats de désespoir, des combats justes mais condamnés à l'échec, si nous en restons aux objectifs catégoriels, partiels, qui ne concernent directement qu'une petite fraction des travailleurs immigrés eux-mêmes, et à plus forte raison, une fraction insignifiante de tous les travailleurs. Le combat des "Saint Bernard", s'il mérite la solidarité de tous, n'en constitue pas moins, malheureusement, une illustration.

Même pour que nos droits élémentaires soient respectés, il faut que change le rapport des forces entre le patronat, le gouvernement d'un côté, et le monde du travail de l'autre. Voilà pourquoi les travailleurs immigrés doivent jouer leur rôle - qui peut être considérable - pour que l'ensemble du monde du travail retrouve confiance en elle-même et en sa force. Voilà pourquoi il nous faut lier nos combats à celui de tous les travailleurs de toute nationalité de ce pays. C'est ensemble que nous changerons le rapport de forces.

LA LUTTE DES SANS-PAPIERS DE SAINT BERNARD, UN AN APRES

Un an après leur expulsion manu-militari de l'église de Saint Bernard, les sans-papiers qui avaient occupé l'année dernière cette église ont marqué l'anniversaire de leur lutte par une



manifestation, le samedi 23 Août, devant cette même église. Ils ont rappelé leur revendication qui est la régularisation pour tous.

Jusqu'aujourd'hui, malgré les promesses faites par les dirigeants du PS, les dossiers de régularisations ne sont traités qu'à compte-goutte. De plus, il est question de ne plus abroger les loi Pasqua-Debré contrairement à ce qui avait été promis par ces mêmes dirigeants avant les élections législatives. Alors, il règne parmi les sans-papiers de Saint Bernard et leurs sympathisants le sentiment de s'être fait flouer.

Ce sentiment s'est exprimé à l'occasion de la manifestation du 23 août, notamment lorsque certains manifestants ont hué le président de SOS racisme, Fodé Silla, semble-t-il, pour avoir trop cautionné ce Parti socialiste qui, aujourd'hui au gouvernement, déçoit les espoirs que les "sans papiers" ont mis en lui.

Tout en disant ce que nous

pensions du caractère volontairement limité du combat de ceux de Saint Bernard, de leur refus pendant tout un temps d'y associer même tous les sans papier, nous les avons toujours soutenus, car ils ont eu en tous les cas le courage de se battre collectivement. Mais on se bat d'autant plus efficacement que l'on sait distinguer les amis et les ennemis, y compris ceux qui se présentent en faux amis.

Qui ne se souvient pas de ces grandes manifestations d'il y a quelques mois seulement, initiées par des artistes, par l'intelligentsia pro-socialistes? D'aucuns nous avaient présenté ces manifestations comme un gage de succès pour les sans papier et plus généralement, comme une protection pour les travailleurs immigrés. Seulement voilà, à l'époque, le gouvernement était encore de droite.

Mais aujourd'hui que ce sont les socialistes qui sont au gouvernement, où sont donc les manifestants de l'époque? Oh, sans doute, il y en avait parmi eux qui ont manifesté sincèrement pour soutenir les sans papiers. Mais combien d'autres ont manifesté seulement parce que c'était un gouvernement de droite, et que celui-ci s'est retrouvé dans une position inconfortable que l'opposition d'alors avait intérêt d'exploiter, mais nullement pour défendre, avec conséquence, la cause des sans papiers qu'ils prétendaient défendre? Le sens qu'ils ont donné à la manifestation, involontairement pour les plus naïfs, volontairement pour les autres, était que, avec un gouvernement de gauche, les charters, les expulsions, les coups de hache contre l'Eglise Saint Bernard, cela ne pourrait pas arriver. Mais si, cela pourrait arriver! Et cela est, peut-être, en train d'arriver avec le reniement de

la promesse d'abroger les lois Pasqua-Debré.

Les dirigeants de la gauche qui ont défilé ce jour-là, ces faux amis des travailleurs en général et des travailleurs immigrés en particulier, se révèlent aujourd'hui de vrais ennemis des uns comme des autres. Et ceux, membres d'organisations françaises ou d'immigrés qui, à l'époque, ont cautionné cette tromperie, ont leur part de responsabilité. C'est sans doute cela qu'ont compris ceux de Saint Bernard qui s'en sont pris à Sylla. Et ce dernier est bien mal venu pour dire qu'il n'est pas responsable, car, affirmait-il sur les ondes d'une radio, ni lui-même, ni son organisation SOS racisme ne font partie du gouvernement. Mais on peut tromper les travailleurs de bien des manières, ne serait-ce

qu'en ne leur disant pas la vérité, en ne les mettant pas en garde, en ne suscitant pas leur méfiance vis à vis de ces faux amis qui viennent le sourire aux lèvres mais le couteau caché derrière le dos.

Ce qui est à souhaiter, c'est évidemment que la déception, la désillusion ne pousse pas ceux de Saint Bernard à la résignation et à l'abandon, mais à une conscience plus grande. Et si cette prise de conscience pousse un certain nombre d'entre eux à se reposer la question des objectifs et des perspectives du mouvement qu'ils ont engagé, s'ils cherchent à sortir du caractère très catégoriel, s'ils savent partager la compréhension des choses qu'ils avaient acquises avec les autres travailleurs immigrés au moins, ils auront fait un pas important.

MALI

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE NI DE KONARE NI DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

Les dernières élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu le 11 mai et le 20 juillet, ont été boycottées par le "Collectif" de l'opposition dite "radicale" qui regroupe 18 partis politiques. Elles ont été émaillées de manifestations de contestations, d'arrestations de dirigeants de l'opposition, et d'affrontements avec la police. Il y a eu au moins deux morts.

Globalement il y a eu boycott mais localement certains partis politiques d'opposition (ne faisant pas partie du collectif) ont participé à ces élections, y compris en faisant alliance avec l'ADEMA. Cette "opposition" a eu 8 députés.

Konaré bénéficie de la sympathie d'une certaine partie de la population. Celle-ci pense qu'il est différénd de Moussa Traoré car il a au moins permis les élections mêmes truquées.

Mais, de fait, comme sous le régime de parti unique du dictateur Moussa Traoré, l'ensemble du pouvoir est entre les mains de Konaré et de son parti, l'ADEMA. Et malgré la répression policière, Konaré ne parvient pas à calmer la contestation des partis de l'opposition qui refusent de reconnaître sa légitimité.

La dernière trouvaille de

Konaré pour "décrisper" la situation est celle de proposer un financement par l'Etat à l'ensemble des partis politiques. C'est sûr que lorsqu'il s'agit d'encaisser de l'argent, les dirigeants de l'opposition, vénaux qu'ils sont, ne pourront être que partisans d'une telle "décrispation". La question est celle de la quantité. Y aura-t-il assez d'argent dans la cagnotte pour satisfaire les appétits des uns et des autres sans compter que ceux qui détiennent actuellement les caisses de l'Etat vont d'abord se servir eux-mêmes avant d'en laisser aux autres?

La deuxième carotte que Konaré offre à l'ensemble de ses opposants et celle de la dissolution de la nouvelle assemblée nationale dans un an à condition que ceux-ci jouent son jeu en ne contestant pas sa légitimité.

Ce "collectif" de l'opposition

est un véritable fourre-tout dans le quel se trouvent les partisans ouverts de l'ancien dictateur Moussa Traoré ainsi que ceux de Modibo Keita. Tous ces gens-là n'ont à la bouche que les mots comme "démocratie", "peuple", "progrès", "liberté", etc...Mais en réalité ils s'en moquent. Les seules choses qui les intéressent, c'est le pouvoir et les privilèges qui viennent avec. Pour le moment leur dénominateur commun est leur opposition à Konaré qui monopolise la mangeoire. En tous les cas, quel que soit le résultat des tractations et des marchandages qui se font dans les coulisses, pour les travailleurs, pour les petits paysans et pour l'ensemble des déshérités du Mali, la situation restera inchangée. Ils continueront à subir la vie chère, les salaires de misère, la corruption et l'incurie de l'Etat. Ils n'ont aucune illusion à se faire sur cette opposition qui n'a de radicale que le nom.

SENEGAL

LE GOUVERNEMENT REPRIME UNE MANIFESTATION PACIFIQUE A BAKEL

En juillet dernier, des jeunes de Bakel étaient descendus dans la rue pour dénoncer la "pénurie et la mauvaise qualité de l'eau" qui provoque des dysenteries et autre choléra; ils dénonçaient aussi les "coupures" fréquentes et intempestives d'électricité qui détériorent les appareils ménagers.

Le préfet de Bakel qui avait d'abord autorisé les manifestants à traverser la ville était revenu sur sa décision; il avait donné l'ordre de disperser la marche. Des grenades lacrymogènes offensives pleuvaient sur les manifestants. Des jeunes étaient tabassés, poursuivis jusque dans leurs domiciles. Il y eut un mort, Seydou Traoré, un jeune de 20 ans, décédé des suites de ses

blessures à l'hôpital régional de Tambacounda où il avait été transporté et plusieurs blessés.

Plus d'une centaine de ressortissants de Bakel regroupés au sein des associations de village ont récemment manifesté à Paris contre cette répression au Sénégal. Les manifestants ont tenu un meeting près du consulat du Sénégal pour dénoncer cette lâche répression contre une marche pacifique; ils ont ensuite remis aux autorités consulaires une lettre de protestation dans laquelle, outre les revendications sur les problèmes de l'eau et électricité, figurait celle de la démission du préfet de Bakel et des responsables de l'armée et de la gendarmerie.

Les travailleurs ressortissants de Bakel, jeunes comme moins jeunes, ont raison de se rassembler à Paris, près du consulat du Sénégal pour manifester publiquement leur mécontentement face aux problèmes sociaux vitaux que le gouvernement laisse pourrir.

En revanche les travailleurs immigrés se soucient de leur village, de leur ville. Ils cotisent pour construire par exemple des maternités, des hôpitaux. Ils vont même jusqu'à les équiper. Mais le

gouvernement sénégalais traîne les pieds pour y envoyer un médecin, un infirmier ou une sage femme. Mais quand il les envoie, les autorités ont le culot de demander aux travailleurs de prendre en charge le salaire de ces praticiens.

A quoi servent les impôts? Les populations comme celle de Bakel ont raison de descendre dans la rue pour obliger le gouvernement à assurer le minimum d'infrastructures utiles aux populations.

COTE D'IVOIRE

RENAISSANCE DU FPI ORIGINEL OU POSITIONNEMENT POUR UN EVENTUEL POSTE AU GOUVERNEMENT?

Le 18 juillet dernier, Ahoua Don Mello, ex-président du Comité de contrôle du FPI, a annoncé la création d'un "nouveau" parti appelé "La Renaissance", au cours d'une conférence de presse réunie à cet effet.

L'annonce de la création de ce parti a été précédée d'un "attentat" contre la voiture de Don Mello peu de jours auparavant. Nous ne nous attarderons pas sur ce prétendu attentat qui, selon toute vraisemblance, était une mise en scène de Don Mello lui-même pour justifier le départ de lui et ses petits camarades du FPI où ils existaient depuis quelques mois en tant que "courant FPI-La Renaissance". Un tel attentat pouvait aussi, du moins aux yeux de leurs promoteurs, créer un climat favorable pour que la création du parti de Don Mello ne passe pas inaperçue.

Depuis l'année dernière, à l'occasion du 2ème congrès ordinaire du FPI, Don Mello n'avait pas hésité à rendre publiques ses "divergences"

avec la direction du FPI coupable (à ses yeux) d'une "dérive droitière". En effet, il reprochait à celle-ci, entre autres, l'alliance du FPI avec le RDR (qui est un PDCI bis) et le fait que le FPI, contrairement à son programme initial, est devenu un partisan de la privatisation (par le PDCI) de l'eau, l'électricité, la poste et le téléphone, considérés auparavant comme des "secteurs-clé".

C'est donc, selon Don Mello, pour défendre le programme initial du FPI que le "courant FPI-La renaissance" est transformé désormais en un parti, surtout que la direction du FPI serait devenue "stalinienne et fascisante" (toujours selon Don Mello).

Cependant, dans le même temps, Don Mello dit que son divorce d'avec le FPI "n'est qu'un au revoir parce que nous estimons que seule l'Union de la gauche est capable de réaliser un véritable contrepoids au PDCI-RDA". Autrement dit, son tout nouveau "parti" est prêt à s'allier aux partis de l'opposition, notamment au FPI et au RDR, partis

dont il dénonçait hier l'alliance au sein du Front Républicain, comme étant un virage du FPI à droite.

En ce qui concerne l'opposition d'un Don Mello à la privatisation des secteurs publics, cela fait sourire quand on sait qu'il n'y a pas longtemps, celui-ci a rencontré à plusieurs reprises le Directeur de cabinet de la présidence de la République. Quand certains journalistes qui ont dévoilé ces rencontres répétitives ont demandé à l'intéressé s'il a parlé du "gouvernement d'ouverture" avec le Directeur du cabinet en question, Don Mello s'était contenté de répondre non, sans dire quel était

l'objet de ces rendez-vous (obtenus d'ailleurs sur sa demande).

Mais il est vrai qu'il n'était pas nécessaire qu'il justifie ses allées et venues à la Présidence. Son objectif était visible comme le nez au milieu de la figure. Simplement ce qu'il y a de nouveau avec la création de "La Renaissance", c'est que désormais Don Mello pourra aller à la Présidence en tant que "dirigeant" d'un parti et non plus à titre personnel comme avant. "Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es" dit un proverbe. Cette formule convient parfaitement à un misérable opportuniste.

VRIDI-CANAL

UN DEGUERPISSEMENT QUI EST UNE NOUVELLE PROVOCATION!

Le 15 août dernier, des bulldozers envoyés par la mairie de Port-Bouët étaient à Vridi-Canal pour raser un des ces quartiers pauvres de la commune. La raison est que la mairie voudrait vendre le terrain à un riche qui voudrait y installer une fabrique de chocolat.

Une chocolaterie rapporterait en effet à la mairie plus de retombées financières que les impôts des pauvres. Mais pour avoir cette explication, il a fallu que les habitants de Vridi-Canal aillent la chercher eux-mêmes en envoyant leurs représentants faire le tour des différents ministères. La mairie de Port-Bouët n'a pas voulu se donner la peine de justifier quoi que ce soit. C'est des pauvres que cette municipalité, tout comme les autres représentants des riches, a l'habitude de mépriser. Il suffit de leur dire que leur quartier est un "site provisoire" pour qu'ils dégagent et qu'ils aillent s'installer ailleurs.

Pourtant, selon certains journaux, Vridi-Canal existe depuis

1922. Il y a l'eau, l'électricité, un dispensaire, une école, etc. Bref un minimum d'infrastructure. Les habitants de ce quartier paient leurs impôts, participent aux élections. Et les autorités municipales ont été élues, en partie grâce aux voix des habitants de Vridi-Canal qu'elles ont sollicitées.

Mais aujourd'hui, ces autorités découvrent brusquement que Vridi-Canal est un "site provisoire"! Les habitants de ce quartier indignés à juste titre par tant de cynisme, se sont mobilisés et ont fait face aux bulldozers. L'un d'entre eux a dit: "Nous sommes plus de 25.000 personnes ici, femmes et enfants compris. Nous sommes prêts à être enterrés vivants ici ce matin plus tôt que de bouger". Devant une telle détermination, le secrétaire général de la mairie, qui était à la tête des bulldozers, était obligé de tenir compte du rapport des forces. Mais avant de repartir, il a tenu des propos menaçants: "Aujourd'hui, je suis seul devant vous. Lundi je viendrai encore avec les machines

plus les commandos et on verra ce que vous allez faire".

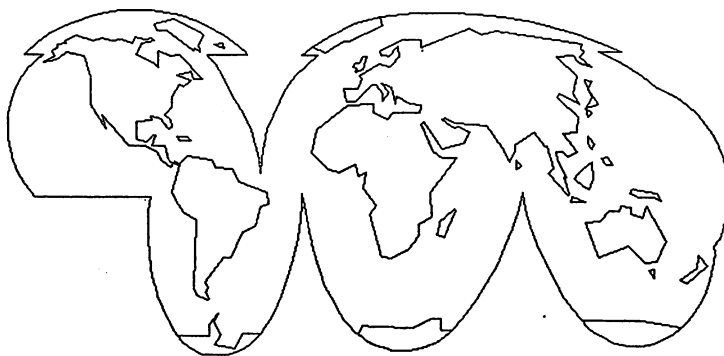
Le lundi 18 août, les habitants de Vridi-Canal étaient toujours mobilisés et déterminés. Ils ont même organisé une manifestation et déclaré ce jour-là "une journée ville morte". Deux représentants de la mairie qui étaient présents ont failli être lynchés par la foule en colère. Mais ils ont eu le flair de prendre à temps leurs jambes à leur cou. Ce n'était pas en effet le moment de se montrer arrogants!

Ce qu'il y a de révoltant dans cette affaire, c'est que la mairie

demande aux habitants de Vridi-Canal de quitter leur quartier où il y a un minimum d'infrastructure pour aller s'installer sur un "terrain vague", comme elle l'aurait fait avec du bétail!

Eh! bien, ça non! Les habitants de Vridi-Canal sont fermes: "Nous ne bougerons pas. Que la mairie nous laisse en paix! Un site définitif avant tout déguerpissement"! C'est quand même la moindre des choses, ne serait-ce que pour que la mairie ne vienne pas leur dire quelques années plus tard: "vous êtes sur un site provisoire".

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.